

ANNEXE 3 : CONVENTION D'HEBERGEMENT

**ANNEXE 3
CONVENTION D'HEBERGEMENT**

ENTRE

Le **COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**,

DE PREMIERE PART,

ET

Le **TITULAIRE**,

DE DEUXIEME PART,

Le CEA et le TITULAIRE sont ci-après désignés individuellement par la « **PARTIE** » et collectivement par les « **PARTIES** ».

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 - DEFINITIONS	3
ARTICLE 2 - OBJET	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANCES – NOTIFICATIONS	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ACCES AUX LOCAUX	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'UTILISATION DES LOCAUX	5
ARTICLE 6 - MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS	7
ARTICLE 7 - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	9
ARTICLE 8 - MODALITES FINANCIERES	10
ARTICLE 9 - RESPONSABILITES – ASSURANCES	10
ARTICLE 10 - DUREE – RESILIATION	12
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES	13
ANNEXE A – LOCAUX MIS A DISPOSITION.....	15
ANNEXE B – EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION	16
ANNEXE C – MODELE DE PROCES-VERBAL D'ETAT DES LIEUX	17

PREAMBULE

Le TITULAIRE du marché n°4600XXXXXX conclu avec le CEA, lui confiant la réalisation des prestations suivantes : travaux de mises en sécurité et des petits travaux tous corps d'état, pour les besoins du CEA Le Ripault. Pour réaliser certaines des prestations dans le cadre du marché précité, le TITULAIRE bénéficie de la possibilité d'être hébergé à titre gratuit dans des locaux au sein du CEA/LR. Le CEA/LR concède également au TITULAIRE un prêt d'équipements pour la réalisation des prestations du marché.

CECI ETANT RAPPELE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

Dans la présente CONVENTION, les termes ci-dessous, lorsqu'ils sont écrits en lettres capitales, tant au singulier qu'au pluriel, ont la signification suivante :

« **CHEF D'INSTALLATION** » : désigne, le ou la salarié(e) du CEA/LR nommé(e) pour assurer la sécurité des biens et des personnes au sein d'un bâtiment du site du CEA/LR.

« **CONVENTION** » : désigne le présent document ainsi que ses annexes.

« **EQUIPEMENTS** » : désigne les moyens matériels du CEA mis à disposition du TITULAIRE au titre de la présente CONVENTION pour la réalisation des PRESTATIONS du MARCHE et dont les descriptifs techniques sont donnés en annexe b.

« **LOCAUX** » : désignent les locaux mis à disposition par le CEA/LR au profit du TITULAIRE et tels que détaillés en annexe a.

« **MARCHE** » : désigne le présent marché n°4600XXXXXX, dans le cadre duquel l'hébergement est convenu au sein de la présente CONVENTION, annexée au marché.

« **PRESTATIONS** » : désignent les prestations mises à la charge du TITULAIRE dans le cadre du MARCHE et pour lesquelles les SALARIES du TITULAIRE sont présents au sein du centre CEA/LR. Elles regroupent les prestations suivantes :

- **Mission : Assistance à la Gestion d'Affaires et de Travaux (AGAT)**

« **SALARIES** » : désigne les salariés du TITULAIRE qui interviennent dans le cadre du MARCHE pour la réalisation des PRESTATIONS sur le site du CEA/LR.

ARTICLE 2 - OBJET

La CONVENTION a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA/LR met à disposition gratuitement du TITULAIRE des LOCAUX ainsi que des EQUIPEMENTS pour la réalisation des PRESTATIONS mises à sa charge dans le MARCHE.

Le TITULAIRE reconnaît expressément que l'existence ou la bonne exécution du MARCHE n'est ni conditionnée, ni subordonnée à l'existence ou la bonne exécution de la présente CONVENTION, simple accessoire dudit MARCHE.

La présente CONVENTION ne peut en aucun cas être considérée comme un bail civil ou commercial, du fait d'une part, de son caractère gratuit, de deuxième part, de sa qualité d'accessoire au MARCHE et de troisième

part, du fait que l'hébergement bénéficie au CEA/LR dans le cadre de l'exécution de PRESTATIONS spécifiques et est limité à cela. Les dispositions des articles 1875 à 1879 et 1880 à 1891 du code civil sur le prêt à usage s'appliquent à la présente CONVENTION.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANCES – NOTIFICATIONS

Tout avis ou communication entre les PARTIES qui intervient au titre de la CONVENTION doit se faire par écrit, par lettre ou par email, et est réputé valablement fait à compter de sa réception par la PARTIE récipiendaire.

Toute la correspondance doit être adressée aux représentants des PARTIES désignés ci-dessous :

Pour le CEA/LR :

Nom

Téléphone :

Email :

Et en copie, le CHEF D'INSTALLATION :

Nom

Téléphone : 02.47.34.

Email :

Pour le TITULAIRE :

Prénom NOM

TEL

Mail

Adresse

Ces correspondants sont donnés à titre indicatif au moment de la signature de la CONVENTION, et sont susceptibles d'évolutions. Ainsi, en cas de changement de correspondants, chacune des PARTIES doit en informer l'autre sans délai, par écrit à l'attention du correspondant de l'autre PARTIE connu au jour du changement.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ACCES AUX LOCAUX

4.1 Horaires et calendrier d'accès

L'accès aux LOCAUX est, par principe, limité aux jours ouvrés du CEA/LR et aux horaires suivantes : 07h30 à 18h30. Les jours ouvrés s'entendent du lundi au vendredi et à l'exception des jours de fermeture du centre tels que fixés annuellement par la direction et des jours fériés nationaux. Ces horaires peuvent être modifiées, dans ce cas, le CEA/LR en informera le TITULAIRE. Aucun avenant à la CONVENTION n'est nécessaire.

Par exception, en cas de besoin, le TITULAIRE peut demander au CEA/LR un accès aux LOCAUX en dehors des horaires et jours prévus pour un besoin spécifique et ponctuel dans la réalisation des PRESTATIONS. Pour cela, le TITULAIRE doit obtenir préalablement l'autorisation écrite du CEA/LR et lui soumettre une demande écrite en ce sens dans le respect d'un préavis d'un (1) mois. L'absence de réponse du CEA/LR ne vaut pas acceptation.

4.2 Désignation des LOCAUX

Le détail de l'attribution des LOCAUX est disponible en annexe a. Le CEA/LR se réserve la possibilité de mettre à jour les LOCAUX mis à disposition à sa seule discrétion, à tout moment, sur simple information écrite adressée au TITULAIRE, dans le respect d'un préavis de trois (3) mois.

4.3 Personnes ayant droit d'accès

En dehors des salariés du CEA/LR ou des prestataires pour les entretiens et prestations externes également mises à disposition par le CEA/LR du TITULAIRE (article 7), seuls les SALARIES peuvent accéder aux LOCAUX dans le cadre de la présente CONVENTION.

A ce titre, le TITULAIRE se porte-fort auprès du CEA/LR du respect par ses SALARIES dans lesdits LOCAUX, des dispositions du règlement intérieur du CEA/LR ainsi que des dispositions de la présente CONVENTION, et plus largement, de toutes les dispositions qui lui seraient opposables, y compris d'ordre public.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'UTILISATION DES LOCAUX

5.1 Règles opposables

5.1.1. Dispositions générales

Le TITULAIRE doit se conformer aux lois, règlements et prescriptions administratives en vigueur en ce qui concerne notamment les accès et la protection de l'information, l'environnement, la salubrité, la sécurité, la réglementation du travail et plus généralement à toutes les prescriptions relatives à son activité de façon à ce que la responsabilité du CEA/LR ne puisse être ni recherchée, ni inquiétée de ces chefs.

En particulier, le TITULAIRE s'assure que ses SALARIES n'ont pas de comportement individuel problématique qui pourrait entacher l'image du CEA/LR et s'en porte-fort auprès du CEA/LR. Aucun trouble à l'ordre public ne peut être, ni ne doit être toléré : le TITULAIRE s'en porte garante auprès du CEA/LR pour le compte de ses SALARIES.

5.1.2. Hygiène et sécurité

Le TITULAIRE et le CEA/LR conviennent, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité de leur personnel respectif d'appliquer entre elles, si elles ne s'appliquaient pas de plein droit, toutes les dispositions applicables.

5.1.3. Règlement intérieur du CEA/LR

Le TITULAIRE jouit des LOCAUX mis à sa disposition dans la stricte limite des prescriptions internes, des directives ou instructions édictées par le CEA/LR et/ou spécifiques à une installation, et est notamment soumise à toutes les obligations qui résultent du règlement intérieur du CEA/LR ou des décisions qui pourraient être prises par tout salarié du CEA/LR qui en a le pouvoir. Ils sont soumis également à toutes nouvelles dispositions ou modifications des dispositions dudit règlement, directives et/ou instructions, qui peuvent survenir ultérieurement à la conclusion de la présente CONVENTION.

Le TITULAIRE se porte fort du respect par l'ensemble de ses SALARIES, des dispositions du règlement intérieur du CEA/LR.

5.2 Conditions de la mise à disposition des LOCAUX

5.2.1. Etat des lieux d'entrée

Le TITULAIRE reçoit les LOCAUX dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du CEA, aucune réparation ou remise en état, à l'exception de tout élément susceptible de créer un danger pour les personnes accueillies dans lesdits LOCAUX.

Un état des lieux est établi d'un commun accord entre les PARTIES dans les dix (10) jours qui suivent l'entrée dans les LOCAUX du TITULAIRE. Un modèle d'état des lieux est disponible en annexe c.

5.2.2. Etat des lieux de sortie

A la fin de l'utilisation des LOCAUX par le TITULAIRE, pour quelque raison que ce soit, cette dernière doit restituer les LOCAUX au CEA/LR dans le même état qu'à la prise en jouissance, conformément à l'état des lieux d'entrée.

La restitution des LOCAUX se fait soit à la date effective de fin de la CONVENTION, soit à la date effective de la résiliation (moyennant la période de préavis), soit à la date effective de déménagement tel que prévu à l'article 4.2. La restitution des LOCAUX et le déménagement est à la charge et aux frais du TITULAIRE. Si rien n'est entrepris par cette dernière dans les délais fixés ci-dessus, le CEA/LR se réserve le droit après relance par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse pendant un (1) mois, d'évacuer lui-même les LOCAUX, aux frais du TITULAIRE. Le CEA/LR s'autorise le droit d'évacuer tous les biens meubles présent dans les LOCAUX dans ce dernier cas.

Un état des lieux contradictoire (dont le modèle est disponible en annexe c) est établi d'un commun accord entre les PARTIES dans les quinze (15) jours qui suivent la restitution des LOCAUX. Le TITULAIRE doit répondre de toute dégradation ou détérioration qui sont de son fait en dehors de celles habituellement constatées et dues à une usure normale des LOCAUX.

5.2.3. Plan de sécurité

Le TITULAIRE fournit au CEA/LR dans les trois (3) mois qui suivent la signature de la présente CONVENTION, un plan de sécurité précisant les règles complémentaires qu'elle met le cadre des activités menées dans les LOCAUX afin de prévenir des risques encourus relatifs à l'utilisation de certains matériaux, produits, machines etc.

Le plan de sécurité doit être affiché dans les LOCAUX et accessibles aux SALARIES et au CEA/LR.

5.2.4. Jouissance des LOCAUX

Les LOCAUX ne peuvent servir au TITULAIRE que pour l'exécution des PRESTATIONS mises à sa charge dans le MARCHE, à l'exclusion de toute autre activité, même temporairement.

Le TITULAIRE jouit des LOCAUX raisonnablement, suivant la destination qui leur est donnée, il ne peut rien faire ni rien laisser faire qui puisse détériorer les lieux. Le TITULAIRE doit s'assurer que les LOCAUX sont correctement refermés à la fin de leur utilisation.

Le TITULAIRE ne peut pas exercer de recours en garantie contre le CEA/LR dans le cas où lui-même serait troublé dans sa jouissance ou son activité par le fait de tiers pour n'importe quelle cause, étant précisé que le

CEA/LR s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que le tiers, dès lors qu'il est contractuellement lié au CEA/LR, mette fin au trouble dont il est à l'origine.

5.2.5. Travaux

Tout embellissement, amélioration et/ou installation, considérables comme de menues réparations au sens des lois et de la jurisprudence en matière de baux, réalisés par le TITULAIRE dans les LOCAUX au cours de la présente CONVENTION doivent être préalablement autorisés par écrit par le CEA/LR. Ils ne peuvent donner lieu à aucune compensation de la part du CEA/LR lors de la restitution des LOCAUX. Par ailleurs, que le CEA/LR les ait ou non acceptés, il peut exiger la remise en état des LOCAUX, conformément à l'état des lieux d'entrée, sans que cette remise en l'état ne puisse donner lieu à compensation pour le TITULAIRE.

Le CEA/LR peut intervenir ou faire intervenir du personnel tiers dans les LOCAUX pour tous besoins liés à la maintenance, l'entretien, la vérification ou tous travaux. Il conserve à sa charge l'entretien des LOCAUX, d'une part quotidien (ménage etc) et d'autre part, l'entretien structurel des LOCAUX (réparations de la structure, chauffage, isolation, électricité etc).

Le TITULAIRE doit immédiatement prévenir le CEA/LR des dégradations et détériorations qui seraient faites au sein des LOCAUX mis à disposition, et qui rendraient nécessaires des travaux incombant au CEA/LR ou qui nécessiteraient son intervention, le TITULAIRE restant responsable des conséquences de son éventuelle négligence à ce sujet.

5.2.6. Visite des lieux

Le personnel du CEA/LR peut visiter à tout moment les LOCAUX, pour n'importe quel motif. Le TITULAIRE s'engage en outre à ne pas faire obstacle aux compétences et diligences du Comité Social et Economique (CSE) du CEA/LR.

Pour les besoins de l'entretien des LOCAUX, il est possible que des prestataires titulaires de marchés avec le CEA/LR se rendent dans les LOCAUX, sans que le TITULAIRE ne puisse l'interdire.

ARTICLE 6 - MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS

Le prêt des EQUIPEMENTS par le CEA/LR au TITULAIRE est soumis aux dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil.

Le TITULAIRE reconnaît expressément que l'existence ou la bonne exécution du MARCHE n'est ni conditionnée, ni subordonnée à l'existence ou la bonne exécution du prêt des EQUIPEMENTS.

6.1 Durée du prêt des EQUIPEMENTS

Le prêt des EQUIPEMENTS est consenti par le CEA pour toute la durée du MARCHE, y compris en cas de prolongation de ce dernier par avenant.

Le terme, pour quelque raison que ce soit, du MARCHE entraîne de plein droit la fin de la mise à disposition des EQUIPEMENTS.

6.2 Modalités du prêt des EQUIPEMENTS

Par principe, les dispositions de l'article 19 des CGA sont applicables au présent article 6, sous réserve des précisions ci-dessous.

Les usages autorisés des EQUIPEMENTS dans le cadre de l'exécution du MARCHE sont définis en annexe b.

Le TITULAIRE dispose d'un droit d'utilisation exclusif des EQUIPEMENTS.

Le transfert des risques liés aux EQUIPEMENTS est réalisé dès que le TITULAIRE a la garde de l'EQUIPEMENT.

Le TITULAIRE s'engage à formaliser la prise en charge et la restitution de chaque EQUIPEMENT par le biais d'un procès-verbal de réception (dont le modèle est joint en annexe c), contresigné par le CEA afin d'attester de l'accord des PARTIES sur le bon état de fonctionnement des EQUIPEMENTS mis à disposition ou restitués. Le cas échéant, le CEA se réserve le droit d'émettre toute réserve quant à la restitution des EQUIPEMENTS en bon état et de mettre en œuvre les stipulations de l'article 9.

6.3 Obligations à la charge du TITULAIRE

Le prêt est concédé de bonne foi au TITULAIRE, en conformité avec les usages professionnels, sous les clauses, conditions et charges ci-après, que le TITULAIRE s'engage à respecter.

Les EQUIPEMENTS ne peuvent en aucun cas être déplacés en un autre lieu que sur le site du CEA/LR.

Le TITULAIRE s'interdit expressément de masquer ou de démonter les plaques d'identification apposées sur les EQUIPEMENTS indiquant qu'ils sont la propriété du CEA.

Pendant la période d'utilisation des EQUIPEMENTS, les responsabilités afférentes à la garde, notamment quant à la conservation, l'entretien, l'emploi des EQUIPEMENTS incombent au TITULAIRE qui s'engage notamment à :

- Toujours maintenir les EQUIPEMENTS en bon état d'usage et à les utiliser en professionnel précautionneux et diligent, à ses frais et sous sa seule responsabilité ;
- Faire son affaire personnelle de la surveillance, de la direction et de l'utilisation des EQUIPEMENTS, conformément à leur destination ;
- Faire son affaire personnelle de tout dommage causé à autrui qui lui serait imputable du fait des EQUIPEMENTS ;
- Respecter scrupuleusement les recommandations et conseils d'utilisation du constructeur visés dans les manuels d'utilisation des EQUIPEMENTS dont il reconnaît avoir pris connaissance ;
- N'apporter aucune modification technique aux EQUIPEMENTS.

Les éventuelles modalités spécifiques d'utilisation des EQUIPEMENTS imposées par le CEA/LR sont détaillées en annexe b.

Pendant toute la durée de mise à disposition des EQUIPEMENTS, le TITULAIRE ne peut, à titre gracieux ou onéreux, ni céder, ni sous-louer les EQUIPEMENTS, ni consentir ou laisser acquérir un quelconque droit sur ces biens.

6.4 Obligations à la charge du CEA/LR

Le CEA/LR déclare être propriétaire des EQUIPEMENTS. Les EQUIPEMENTS mis à la disposition du TITULAIRE par le CEA/LR, sont et restent la propriété insaisissable du CEA/LR.

Le CEA/LR s'engage à tenir à disposition du TITULAIRE tous les manuels ou documents d'utilisation des EQUIPEMENTS.

Le CEA/LR fait son affaire de l'entretien et des contrôles techniques réguliers par un organisme de prévention et de sécurité agréé des EQUIPEMENTS nécessité par l'usage, sauf faute ou négligence du TITULAIRE. L'entretien et les réparations des EQUIPEMENTS sont alors assurés exclusivement par le personnel spécialisé du CEA/LR ou agréé par celui-ci. Le CEA/LR notifiera au préalable et par écrit au TITULAIRE les dates prévues pour l'entretien et les réparations des EQUIPEMENTS.

ARTICLE 7 - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

L'obligation du CEA/LR se limite à mettre à la disposition du TITULAIRE les prestations définies ci-dessous, telles qu'elles fonctionnent pour ses propres besoins, avec le soin dont il a coutume de faire preuve pour ses propres affaires. Les PARTIES conviennent expressément que le CEA/LR n'est tenu qu'à une obligation de moyens.

7.1 Installations de confort

Par principe, le TITULAIRE a accès au sein des LOCAUX qui lui sont mis à disposition, aux sanitaires, à l'eau potable, à l'électricité et au système de chauffage présents dans les LOCAUX, sauf stipulation contraire écrite de la part du CEA/LR.

7.2 Téléphonie

Des lignes et postes téléphoniques raccordés à l'autocom du centre sont mis à disposition du TITULAIRE par le CEA/LR. Les communications téléphoniques du TITULAIRE sont prises en charge par le CEA/LR.

7.3 Reprographie

Le CEA/LR met à la disposition du TITULAIRE des imprimantes/fax. Le TITULAIRE bénéficie des services de reprographie disponibles sur le site du CEA/LR.

7.4 Surveillance FLS et interventions

Le CEA/LR ne peut en aucun cas et à aucun titre être tenu responsable des vols ou détournements dont le TITULAIRE pourrait être victime dans les LOCAUX.

Nonobstant ce qui précède, le TITULAIRE doit faire appel à la FLS du CEA/LR en cas de sinistre de toute nature, et notamment d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondation ainsi que pour des interventions de secours à victime.

La FLS se charge en outre des surveillances incendies/inondations pour les alarmes raccordées au PC, des interventions incendie/inondations sur déclenchement d'alarme, des surveillances de lignes d'appel.

7.5 Courrier

Le TITULAIRE bénéficie du service courrier du CEA/LR, pour ses interactions relatives à la réalisation des PRESTATIONS uniquement, à l'adresse ultérieurement convenue entre les parties.

7.6 Interruption dans les services collectifs

Le CEA/LR ne peut pas être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans les services des eaux, de l'électricité ou dans tout autre service collectif analogue extérieur à l'immeuble.

Toutefois, chaque fois qu'une telle interruption est prévue et connue de lui, il s'efforce dans la mesure du possible de prévenir le TITULAIRE de la survenance d'une interruption de l'un de ces services ainsi que de faire le nécessaire auprès des services concernés en vue de leur rétablissement.

7.7 Transport des SALARIES

Les SALARIES sont autorisés à utiliser les transports en commun sur site organisés par le CEA/LR pour son propre personnel, dans la limite des places disponibles et sans que cela occasionne des modifications de lignes et/ou des points d'arrêt. Ils ne sont néanmoins pas autorisés à utiliser les services du taxi interne du CEA/LR.

7.8 Restauration

Les SALARIES sont autorisés à accéder aux restaurants du CEA selon les modalités en vigueur au CEA/LR. Le service du restaurant du CEA/LR est ouvert de 11h45 à 13h30. Il n'est autorisé qu'un seul véhicule du TITULAIRE sur les parkings du restaurant, les repas doivent être pris aux mêmes heures que ceux des salariés du CEA/LR. Lors de la pause déjeuner, le personnel devra porter une tenue de ville (vêtements de travail exclus).

7.9 Stationnement des véhicules

Les véhicules du TITULAIRE, outre le stationnement sur le parking du restaurant, peuvent stationner sur les emplacements prévus à cet effet sur le site du CEA/LR. Par ailleurs, les véhicules électriques du TITULAIRE, peuvent se brancher sur les bornes de recharge disponibles sur le site. A ce titre, il est rappelé que la responsabilité du CEA/LR ne saurait être engagée en cas de dommage sur le véhicule du TITULAIRE du fait de son branchement sur la borne de recharge électrique.

ARTICLE 8 - MODALITES FINANCIERES

La mise à disposition des LOCAUX, des EQUIPEMENTS et des prestations complémentaires décrits ci-dessus est concédée par le CEA/LR au TITULAIRE à titre gratuit.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITES – ASSURANCES

9.1 Chaque PARTIE fait le nécessaire pour souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels dans le cadre de la présente CONVENTION.

9.2 Le TITULAIRE est informé, sans que ne soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA/LR à son égard, de la souscription pour son compte, par le CEA, d'une police d'assurance multirisque garantissant les biens immobiliers et mobiliers du CEA/LR contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques,

effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais d'assainissement et/ou de décontamination.

Le TITULAIRE est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA/LR renoncent à tout recours contre toutes personnes présentes sur un site CEA/LR à sa demande et avec son autorisation.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA/LR ne dispose d'un recours à l'encontre du TITULAIRE responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs du CEA/LR de tout ou partie du préjudice qu'il subit et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le TITULAIRE ne puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

9.3 Le TITULAIRE produit les attestations d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle, émanant de sa compagnie d'assurances, datées de moins de six (6) mois, indiquant le numéro et la date d'effet de la police, les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, la nature des prestations ou missions garanties et justifiant qu'elle est à jour du paiement des primes sur demande du CEA/LR.

Les PARTIES et leurs assureurs renoncent à tous recours contre l'autre PARTIE et ses éventuels assureurs pour les dommages immatériels.

Dans tous les cas, la responsabilité du CEA/LR est limitée à la part du préjudice du TITULAIRE, non prise en charge par l'assureur du TITULAIRE. Le TITULAIRE et ses assureurs renoncent à recours en faveur du CEA/LR et de ses éventuels assureurs au-delà de cette limitation.

9.4 Le TITULAIRE est seule responsable des dommages que pourraient subir les personnes accueillies dans les LOCAUX.

9.5 Le TITULAIRE est également responsable vis-à-vis du CEA/LR de tout dommage causé par les personnes accueillies aux biens ou à des tiers.

9.6 Pendant la période d'utilisation, l'EMPRUNTEUR fait son affaire de la mise en œuvre des EQUIPEMENTS par son personnel habilité et sous sa seule responsabilité.

9.7 Pendant la période de prêt, le TITULAIRE fait son affaire de la mise en œuvre des EQUIPEMENTS par son personnel habilité et sous sa seule responsabilité.

9.8 Le TITULAIRE est responsable dans les conditions du Code civil des dommages matériels directs sur les EQUIPEMENTS que lui-même, ses préposés ou des tiers ou que leurs biens pourraient subir à l'occasion de l'exécution des PRESTATIONS.

9.9 Pendant la période de prêt des EQUIPEMENTS par le TITULAIRE, les EQUIPEMENTS détruits ou perdus sont remplacés à l'identique, aux seuls frais du TITULAIRE. Le TITULAIRE doit en avvertir le CEA/LR en fournissant tout justificatif nécessaire (dépôt de plainte, déclaration de sinistre à son assureur, etc.).

9.10 Le TITULAIRE déclare avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable un contrat couvrant ses responsabilités, et notamment sa responsabilité professionnelle ainsi que les risques de destruction et de dommages aux EQUIPEMENTS liés à l'incendie, l'inondation ou le vol. Il doit justifier de ces assurances sur simple demande du CEA/LR. Le TITULAIRE ainsi que ses assureurs renoncent à tout recours contre le CEA.

9.11 L'intégralité des charges liées aux EQUIPEMENTS résultant de la négligence, du défaut de soin ou de la faute dans l'utilisation de ces derniers donnant lieu à une avarie du bien est à la charge du TITULAIRE.

ARTICLE 10 - DUREE – RESILIATION

10.1 Durée

La CONVENTION entre en vigueur à compter de la date de mise à disposition des LOCAUX par le CEA/LR au TITULAIRE, telle que formalisée dans le procès-verbal d'état des lieux. Elle prend fin :

- Soit à résiliation de la CONVENTION dans les conditions de l'article 10.2 ;
- Soit de plein droit, à la résiliation du MARCHE ;
- Soit à la fin de la CONVENTION, correspondant au terme du MARCHE, sauf prolongation du MARCHE par avenant.

La CONVENTION n'est pas susceptible de prolongation par tacite reconduction.

Le TITULAIRE ne peut bénéficier d'aucune indemnité en cas de résiliation, et ne peut de même pas invoquer un droit au maintien dans les LOCAUX – du fait du caractère gratuit de la mise à disposition consentie par le CEA/LR.

10.2 Résiliation

Les PARTIES peuvent résilier ladite CONVENTION et mettre fin à l'hébergement dans les cas suivants.

10.2.1. Résiliation avec préavis

Chacune des PARTIES peut résilier la présente CONVENTION moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou présentation de ladite lettre contre preuve de remise en main propre dans le respect d'un délai de préavis de quatre (4) mois à compter de la réception de ladite lettre. Cette résiliation n'entraîne pas ouverture de droit à compensation, ni résiliation du MARCHE.

10.2.2. Résiliation pour cas de force majeure

Dans le cas où l'une des PARTIES, du fait d'un cas de force majeure telle que définie à l'article 1218 du Code civil ne serait pas en mesure de respecter les obligations prévues dans la présente CONVENTION, elle doit en avertir au plus tôt l'autre PARTIE par écrit.

Les PARTIES se concertent pour décider de la résiliation de la CONVENTION sans qu'aucune faute ne puisse être imputée à l'une d'elle, ou pour décider de sa continuité malgré l'évènement survenu, ce choix pouvant s'opérer pendant la survenance de l'évènement de force majeure.

10.2.3. Résiliation pour manquement

La CONVENTION peut être résiliée de plein droit par l'une des PARTIES en cas de manquement par l'autre PARTIE à l'une de ses obligations essentielles.

La PARTIE lésée adresse à l'autre PARTIE une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception. La résiliation pourra être notifiée après un délai de trente (30) jours calendaires suivant la notification de la mise en demeure restée infructueuse.

L'exercice de cette faculté ne dispense pas la PARTIE défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Inapplicabilité

Dans le cas où l'une des dispositions de la CONVENTION serait déclarée nulle ou inapplicable par une loi, un règlement, une juridiction compétente aux termes d'une décision définitive, les autres dispositions de la CONVENTION conservent leur force et leur portée et l'effet d'invalidité ne s'applique qu'à la partie de la CONVENTION immédiatement en cause, sauf décision contraire des PARTIES.

11.2 Renonciation

La renonciation de l'une des PARTIES à l'exécution de l'une des stipulations de la CONVENTION n'emporte et n'implique en aucune façon renonciation à l'exécution des autres obligations.

En aucun cas le fait que l'une des PARTIES s'abstienne de réclamer l'exécution d'une obligation à laquelle ladite PARTIE peut prétendre ne pourra être interprété comme une renonciation de sa part à l'exécution de ladite obligation, et ce indépendamment de la durée de son abstention.

11.3 Cession – Sous-location

Il est interdit au TITULAIRE de concéder la jouissance des LOCAUX, et/ou des EQUIPEMENTS mis à sa disposition aux termes des présentes, même temporairement, à titre onéreux, précaire ou gratuit, notamment par sous-location, domiciliation, prêt ou location.

Il est de même interdit au TITULAIRE de céder les droits et obligations qu'elle tient de la présente CONVENTION.

11.4 Modification

Toute modification ultérieure de la CONVENTION est décidée obligatoirement d'un commun accord et fait l'objet d'un avenant au MARCHE, signé par les représentants dûment habilités des PARTIES, à l'exception des cas expressément prévus dans la présente CONVENTION.

11.5 Invalidité d'une clause

Si une ou plusieurs stipulations de la CONVENTION étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les PARTIES procèderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature de la CONVENTION.

11.6 Litiges et droit applicable

Le droit applicable à la présente CONVENTION est le droit français.

Les PARTIES s'efforcent de résoudre à l'amiable tout litige relatif à l'exécution ou l'interprétation de la présente CONVENTION.

En cas d'échec dans un délai de trois (3) mois, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la CONVENTION peut être porté devant les juridictions françaises compétentes.

ANNEXE A – LOCAUX MIS A DISPOSITION

LOCAUX mis à sa disposition par le CEA/LR	Commentaires/spécificités sur l'utilisation - consignes	Mise à disposition exclusive ou non exclusive
Locaux équipés de bureaux, téléphones, PC,...		Exclusive
Vestiaires		Exclusive

ANNEXE B – EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION

Description EQUIPEMENTS mis à sa disposition par le CEA/LR	Commentaires/spécificités	Mise à disposition exclusive ou non exclusive
Poste informatique spécifique relié au réseau interne CEA/DAM « C » relié à une imprimante en réseau et d'un scanner, avec les outils de bureautiques nécessaires à la réalisation de ses prestations	Verrouillage de la session à chaque absence.	Exclusive
Mobiliers de bureau divers		Exclusive
Ordinateur réseau internet	L'accès à internet réseau O est disponible dans une salle commune.	Non exclusive

ANNEXE C – MODELE DE PROCES-VERBAL D'ETAT DES LIEUX

PROCES-VERBAL D'ETAT DES LIEUX ET DES EQUIPEMENTS
MARCHE N°xxxx

1. Mise à disposition

LOCAUX :

LOCAUX mis à disposition	Commentaires sur l'état des LOCAUX

Réception acceptée le / / .

EQUIPEMENTS :

EQUIPEMENTS mis à disposition	Commentaires sur l'état des EQUIPEMENTS

Réception acceptée le / / .

Pour le CEA <u>Signature et cachet</u>	Pour le TITULAIRE <u>Signature et cachet</u>
Date : Prénom NOM représentant : Signature :	Date : Prénom NOM représentant : Signature :

2. Restitution

LOCAUX :

LOCAUX mis à disposition	Commentaires sur l'état des LOCAUX

Commentaires/réparations demandées :

Réception acceptée le / / .

EQUIPEMENTS :

EQUIPEMENTS mis à disposition	Commentaires sur l'état des EQUIPEMENTS

Commentaires/réparations demandées :

Réception acceptée le / / .

Pour le CEA <u>Signature et cachet</u>	Pour le TITULAIRE <u>Signature et cachet</u>
Date : Prénom NOM représentant : Signature :	Date : Prénom NOM représentant : Signature :